L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 87, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 11 FEVRIER 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Soumis à la décision d'une Convention Nationale.

Nous publions demain quelques documents relatifs aux affaires du Mexique, en expliquant pourquoi nous ne l'avions pas fait plutôt.

NOUVELLE DU MEXIQUE.

On a appris par l'arrivée du paquebot Bordelais ne 3 arrivé hier de Vera-Cruz, des nouvelles qu'ne sont pas sans importance.

Le 26 janvier on avait reçu à Vera-Cruz des nouvelles de Mexico portant que SANTA-ANNA, avait été élevé de nouveau au poste de président de la république Mexicaine et que Bustamente avait été nommé au commandement d'une division de 4,000 hommes qui était sur le point de se mettre en marche pour Tampico pour attaquer Urrea.

Le décret d'expulsion des Français devait être rigoureusement mis à exécution le 5 du présent mois de février.

Il paraît que le paquebot Bordelais rapporte la totalité de la cargaison qu'il avait prise ici il y a peu de temps.

On assure aussi que le Prince de Joinville était parti pour France.

Nous n'avons pu parvenir à nous assurer du degré de confiance que méritent ces nouvelles. Demain nous pourrons probablement donner à dessous quelques renseignements plus détaillés et plus positifs.

MEXIQUE.

Nous connaissons autorisés à publier la lettre suivante adressée par l'amiral Baudin au général fédéraliste Mexicain Don José Urrea. Cette lettre, quelque datée du 9 janvier, n'est point encore connue ici, et nous la devons à l'obligeance d'un ami qui est en correspondance avec l'amiral français.

Le style de cette pièce est parfaitement en rapport avec le caractère de franchise militaire qui distingue le brave marin qui l'a écrite. Il stigmatise l'imposteur Santa Anna, et expose au single entier sa goudinie perfide envers ses propres compatriotes, qu'il n'a cessé d'abuser et sur leur position et sur les vues de la France, afin de favoriser ses projets ambitieux.

La lettre de l'amiral Baudin nous apprend encore qu'une proclamation apocryphe a été publiée sous son nom. C'est probablement encore un des tours de bravo et loyal Santa Anna. Nous ne connaissons ni le contenu ni le but de cette pièce fabriquée, que l'amiral repousse avec une vertueuse indignation; mais nous ne serions pas étonnés qu'elle fût digne en tout de son véritable auteur et qu'elle ne contînt qu'un tissu de mensonges grossiers et d'insinuations perfides. Nous ne tarderons probablement pas à recevoir cette prétendue proclamation, et nous en ferons justice.

L'ouverture des ports mexicains à la portée de l'armée du général Urrea ne permet pas de douter que la France ne favorise, indirectement du moins, le parti fédéraliste. Si l'amiral ne se déclare pas ouvertement, s'il ne coopère pas franchement avec les chefs de ce parti, c'est que la France, avec sa magnanimité et sa réserve ordinaire ne veut pas qu'on puisse l'accuser d'avoir armé l'une contre l'autre les deux factions qui divisent et déchirent ce malheureux pays. Cependant l'intérêt même du Mexique, celui de la France, celui de toutes les nations commerçantes, en rapport avec ce pays semblaient faire au contraire une loi aux forces navales de la France, de hâter la fin de cette guerre, en appuyant les opérations du parti fédéraliste, et en renversant une administration dont l'opiniâtreté aveugle semble ne faire au jeu d'aggraver la position déjà si critique du pauvre malheureux Mexique encore.

S'il faut en croire les nouvelles de la Havane, l'escadre française doit, à l'heure qu'il est, être renforcée par l'arrivée d'une autre flotte et d'une armée dédiée spécialement. Ce parti, la France aurait dû le prendre dès le principe et frapper un coup décisif.

Nous nous sommes souvent exprimés à ce sujet et nous avons appelé de nos vœux la seule mesure qui, dans notre humble opinion, nous parût propre à trancher toutes les difficultés.

Il est à présumer que dès que la jonction des deux flottes aura eu lieu, le plan d'opérations prendra une tournure et une direction différentes et que nous ne tarderons pas à apprendre quelque d'événemens propres à accélérer la fin de ce drame.

Frégate de S. M. *La Néréide*, Anton Lizardo, 2 Janvier 1836.

Excellence:—J'ai reçu hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, le 27 décembre, et répondre à la marine de la France.

C'est au sujet de vive satisfaction pour moi que de vous que V. E. a compris et apprécié ces sentiments et ces intentions.

Si la nation Mexicaine a été abusée sur les véritables dispositions de la France à son égard; si le gouvernement central s'est efforcé d'exciter les citoyens par les proclamations les plus violentes et d'imprimer à la lutte actuelle un caractère inné de haine et de fureur, c'est apparemment parce qu'il a vu dans la guerre un moyen de pouvoir, et parce qu'il a cru que la nécessité de l'Union abattrait le parti fédéraliste.

Telle est, Monsieur, l'idée que le général SANTA-ANNA a complètement dégnisé son caractère mexicain et de soldat, en contribuant pour sa part, à troquer la nation, par les *mensonges les plus grossiers et par les plus ridicules fanfaronnades.*

Le général Santa-Anna m'a accusé d'avoir commis une action infâme, en violant le pavillon mexicain *en plein abierto*. A cela je n'ai qu'un mot à répondre: C'est qu'il n'y avait entre le général Santa-Anna et moi, ni trêve, ni suspension d'armes, ni pourparlers ouverts, et la meilleure preuve à cet égard est dans ma correspondance avec lui, dont j'adresserai ci-joint des copies à V. E. Tout le reste du journal du général Santa-Anna ne contient d'authentique un mot de vérité.

Quant à la prétendue proclamation imprimée sous mon nom, je n'ai pas besoin de dire à V. E. que c'est une *grossière fabrication*. Malheur aux nations qui en trompent de semblables impostures, et bien de leur parler le langage de la vérité et de la raison.

Je présente à V. E. l'assurance de tous mes sentiments d'estime et de haute considération.

Le contre-amiral, commandant les forces navales de France dans le Golfe du Mexique,
(Signé) CHARLES BAUDIN.

S. E. le Général Don José Urrés, Tampico.

On lit dans le *New-York American* :

Nous avons reçu de M. de Laforest, consul général de France, une copie certifiée de la lettre suivante dont nous nous empressons de publier la traduction.

FREGATE NEREIDE.

Anton Lizardo, 15 Décembre 1838.

Monsieur—Conformément à ma dépêche de ce jour, je vous annonce avoir transmis au Commandant des forces navales dans l'Océan pacifique, la nouvelle de la déclaration de guerre faite par la République contre la France, avec des ordres de se rendre immédiatement sur les côtes occidentales du Mexique, avec toutes les forces dont il pourra disposer. Je vous prie d'annoncer cette nouvelle en mon nom à tous les Commandants et agents consulaires de France sur le continent des deux Amériques, afin qu'ils puissent le transmettre au commandement de notre escadre ou au commandant de tout bâtiment de guerre français se trouvant dans ces parages. Je compte à cet effet sur votre activité.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

CHARLES BAUDIN.

A M. le Consul Général de France à New-York.

GUERRE DE LA FLORIDE.

Dans son message à la législature de la Floride dans ce moment en session, le Gouverneur CALL a donné un aperçu intéressant de la guerre de la Floride et a démontré qu'après trois années d'opérations militaires, poussées avec vigueur et avec bravoure, après de grands sacrifices en hommes et en argent, les choses se trouvent dans un état pire que jamais. Il recommande vivement l'adoption, moyennant quelques changemens de l'acte en ce moment devant le Sénat pour l'occupation armée et l'allocation des terres de la partie de la Floride, aujourd'hui en proie aux Indiens hostiles. Le Sénat a ordonné l'impression de la partie du message du Gouverneur CALL qui a rapport à ce sujet, pour éclairer ce corps et pour l'aider à donner à l'acte en question la forme la plus convenable et la plus avantageuse.

M. Benton a donné avis qu'il demanderait lundi prochain la prise en considération de cet acte, attendu qu'il avait maintenant reçu l'opinion et les suggestions du Gouverneur CALL, indépendamment de celles du Général Hernandez et du chirurgien général le docteur Lawson, personnages dont l'opinion est d'un grand poids et qui sont tous en faveur de cet acte, le considérant non seulement comme le meilleur, mais encore comme le seul moyen de mettre fin à cette guerre désolante et dévastatrice.

Le capitaine Bright du brick Susquehanna, arrivé le 26 à New-York, venant de Bordeaux, annonce que le navire François Lucillus de Bordeaux, où il se rendait venant de Bourbon, a été jeté par un coup de vent sur la côte de France au nord de St. Nazaire, en cherchant à entrer dans la Loire. Dans la nuit du 30 décembre, le navire s'est perdu et une partie de l'équipage seulement a pu se sauver. La même nuit le brick François Félix allant de St. Domingue à Nantes est perdu corps et biens.

OURAGAN.

Le 1 janvier de New York, que dans l'après midi de ce jour, on des ouragans les plus violens [illegible] conservé la mémoire éclata sur cette ville [illegible]. La veille, le temps était doux; une [illegible] souffliait de l'Est et tout annonçait une [illegible]. Dans le courant de la nuit, il commença à [illegible] et le vent s'éleva. Samedi, sur les 2 heures de l'après midi, les élémens parurent se déchaîner avec une violence toujours croissante. A 3 heures la tempête éclata, venant du S. S. E. Pendant plus d'une heure et demie la vent continua à soufler en violence. Les cheminées furent enlevées, les jalousies et les contrevents brisés; les toîtes, les ardoises volaient comme des plumes; les mâts, les vergues, les cordages des navires craquaient et les hurlemens de la tempête étaient effrayans. A ces signes précurseurs de l'ouragan, se joignit un autre danger, peut-être plus horrible que tous les autres. La marée montait rapidement, poussé par le vent, elle couvrit bientôt tous les quais, envahit South-street, dont la plus grande partie et même les trottoirs furent, pendant quelque temps, entièrement submergés sous trois pieds d'eau; de là elle passa dans Maiden lane, Broad, Fulton, Beekman streets, Peckslip, &c., et s'avança jusqu'à Front-stage. Dans toutes ces rues, nous avons vu flotter des bateaux, des balles de coton, des barils, et lorsque l'eau se retira, il se trouva plusieurs centaines de tonneaux d'une glace épaisse venant du pont. Un grand nombre de maisons furent inondées ce qui aussi sans doute causé des dommages considérables. Cependant plusieurs personnes parvinrent à sauver leurs marchandises en tout, ou en partie. On sait même plusieurs caveaux où l'eau ne pénétra pas. Selon l'Almanac la marée n'atteint dû être jusqu'à 7 heures du soir. Lorsque la vent tomba, les eaux se retirèrent et à 8 heures et demie elles étaient au-dessous du niveau ordinaire de la marée haute.

Un certain nombre d'Allemands ont plus ou moins souffert. Les navires dans le port n'ont pas éprouvé de dommages, supposant où ils étaient exposés sur le sud des navires sur la côte, sur la vent paraissait dû à terre.

CORRESPONDANCE PARTICULIERE DE L'ABEILLE.

WASHINGTON, 29 JANVIER 1839.

Depuis plusieurs jours les malles du nord sont extrêmement irrégulières. Nous n'avons reçu de New-York que des journaux à la date du jeudi 24. Le comité d'enquête est arrivé ce jour là dans cette ville, et n'est de notre ses à l'ouvrire. Les chemins de fer étaient couverts de neige et il faisait un froid intense à New-York; le thermomètre était au-dessous de zéro, menaçant de rompre la base de glace et d'obstruer la navigation. Plusieurs navires furent signalés mercredi 23, dont on ne peut donner aucune nouvelle le lendemain. Le vent soufflait avec violence et quelques uns de ces navires ont probablement été emportés au large. Les négocians de New-York demandent à cor et à cri un navire à vapeur du gouvernement pour porter secours dans des cas pareils et faire entrer les navires dans le port.

La grande malle du Sud, qui aurait dû arriver ici hier soir, a été arrêtée par la glace dans le bas de la rivière.

Le Globe attaque M. Clay et accuse d'inconséquence pour avoir voté en faveur du bill de M. Pinto, (dont je vous ai donné les détails dans une lettre précédente,) bill qui donne le droit de préemption dans certains cas, pour les terres des E. U. dans les limites du Tennessee. Cependant il n'y a aucun rapport entre ce cas particulier et ceux dans lesquels M. Clay s'oppose aux motions ayant pour but de livrer le domaine public à tout individu qui voudrait s'y établir. Les terres en question furent cédées par la Caroline du Nord à condition qu'elle servirait à remplir des concessions militaires et autres réclamations, justifiées par les lois de cet état, toute la portion de ces terres qui est de quelque valeur y ont été consacrées à cre réclamation. Le reste consiste en pièces séparées de fort peu de valeur, auxquelles le gouvernement n'a aucune raison de tenir. Ces propriétés sont si pauvres qu'elles n'ont jamais été comprises dans le système général des levres des Etats Unis. Jamais elles n'ont été bonnes à aucun officier des terres et ne rembourseraient pas les frais d'arpentage et de délimitation. C'est une propriété dont les Etats-Unis n'ont jamais rien retiré et ne retireront jamais rien. Il n'y a donc aucune inconséquence à les traiter autrement qu'on n'en a agi avec la grande masse du domaine public.

Il a été question du territoire d'Oregon pour la première fois aujourd'hui. Le Dr. Lian a présenté au sénat une pétition de 36 habitans de ce territoire, demandant au congrès de faire des lois pour les protéger et accélérer leur prospérité. Les pétitionnaires prudent un compte très favorable de l'état naturel des ressources et des espérances de ce territoire et demandent que le gouvernement prenne promptement des mesures pour établir la bonne harmonie et des relations amicales entre les habitans et les tribus indiennes du voisinage. L'impression en a été ordonnée.

MM. Calhoun, Lumpkin et Niles ont successivement présenté des mémoires des officiers de certains côtes des Douanes, qui demandent à être mis sur le même pied que les autres officiers de la marine des E. U. relativement aux fonds des pensions. Dans une seance précédente, plusieurs mémoires de ce genre avaient été renvoyés au comité du commerce. M. Ring président de ce comité demanda à en être déchargé par le motif que ces pensions n'avaient rien de commun avec la répartition du fond de pension de la marine. Les mémoires furent alors renvoyés au comité des affaires maritimes.

M. Allen a présenté un mémoire des citoyens de l'Ohio, qui demandent le rappel de la loi sur la neutralité et un examen plus approfondi des circonstances qui ont accompagné la destruction du bateau "la Caroline", et pressant le gouvernement d'exiger de celui de la Grande Bretagne une réparation et une indemnité pour cet "outrage". —Renvoyé au comité des affaires étrangères.

Dr. Lian a présenté un acte pour la protection de la frontière de l'Ouest, depuis l'embouchure de la Sabine jusqu'au fort Snelling sur le Mississipi.

Le Sénat a ensuite pris en considération l'acte pour le rappel des droits sur le sel. M. Davis a fait un long discours en opposition à ce rappel, et en réponse aux remarques dont M. Benton avait fait précéder l'introduction de cette mesure.

M. Benton a fait une courte réponse, et le sujet a été renvoyé.

Demain se renouvellera la discussion au sujet des relations fiscales entre le Gouvernement et la Banque des Etats-Unis.—Elle sera entamée par M. Buchanan.

La Chambre des Représentans a employé la journée toute entière à recevoir et à examiner des résolutions, qui ont été présentées en grand nombre, et renvoyées à un autre jour.

Le rapport de M. Cambreleng sur l'état des finances a été imprimé. Il contient, comme à l'ordinaire, beaucoup de verbiage sur l'économie. Mais voilà tout.

GRANDE INCENDIE—Boston 26 Janvier.

Jeudi, 24 de ce mois, sur les 1 heure à du matin, le thermomètre étant à *neuf dégrés au dessous de zéro* et le vent soufflant avec violence, un incendie éclata dans la fonderie de fer de Haskell et Burner, dans la rue Haverhill. Les flammes enveloppèrent bientôt l'édifice, et poussées par un vent très fort, gagnèrent les maisons voisines, presque toutes construites en bois. La fonderie entière a été consumée ainsi qu'un nombre considérable de maisons et d'ateliers de toute espèce. L'Eglise Catholique prit feu plusieurs fois, mais on la sauva en abattant les masures qui l'environnaient. Les pertes sont évaluées à $100,000 environ. Les assurances s'élèvent à fort peu de chose.

On prétend que l'incendie provient d'une mèche qu'a pris feu.

EDUCATION.

L'éducation publique prise dans son acception la plus étendue, est un sujet depuis longtemps épuisé et sur lequel l'écrivain le plus ingénieux ne peut guères se risquer à écrire, sans s'exposer, à tomber dans des redites continuelles. L'utilité, l'indispensable nécessité de l'éducation et de l'instruction est aujourd'hui généralement reconnue et admise. La thèse contraire serait très difficile à soutenir et l'esprit subtil de Jean Jacques lui-même aurait peine à trouver de ses jours des arguments assez forts, assez plausibles pour donner quelque consistance à la doctrine révélatrice de l'égoïsme.

Les masses ont besoin d'être éclairées, moins encore dans l'intérêt personnel des individus qui les composent, que dans celui de la société dont elles font partie. Le siècle précédent a vu s'éteindre la race des hommes ignorans par principes et par privilèges. Autrefois la noblesse et l'aristocratie ancienne mettaient de gloire à rester étrangères aux lettres et aux sciences, dont elles laissaient dédaigneusement la culture aux classes moyennes et pauvres, autant dans le siècle actuel on met d'empressement à se former le cœur et l'esprit, à développer les facultés morales et intellectuelles par la lecture des ouvrages anciens et modernes. Ce n'est plus le peuple seul, ce n'est plus ce tiers-état si méprisé qui seul s'attache à recueillir les fruits de l'éducation; nobles et riches ont fini par sentir le ridicule de l'ignorance; et, si ce n'est pas exclusivement dans leurs rangs qu'il faut aller chercher la classe élevée et instruite, il est du moins permis de dire que la classe élevée et opulente fournit aujourd'hui son contingent d'hommes éclairés et n'est plus, comme jadis, au ban du monde littéraire.

Il est vrai que le choc de la révolution Française, en bouleversant toutes les institutions, en renversant l'ordre de choses établi, en abattant toutes les barrières et en nivelant les distinctions et les fortunes, a puissamment contribué à ce changement qui peut être, sans cela, ne se fût jamais opéré. La sphère intellectuelle s'est elle-même ressentie de cette commotion sans pareille dans les annales du monde. Les vieilles idées, les préjugés les plus enracinés, les systèmes les mieux fondés, les routines les plus généralement suivies ont été détruites et ont disparu pour faire place à des doctrines larges et d'une application universelle. Les castes, les sectes se sont fondues en une seule masse; le peuple, cet devenu un et indivisible pour tout ce qui concerne les droits et les principes généraux de législation. Perdue dans la foule, confondue avec le reste du peuple l'aristocratie a senti le besoin d'acquérir le degré d'instruction nécessaire pour s'élever et se maintenir au niveau de ce même peuple, qui des derniers rangs, des derniers échelons de la société s'était tout-à-coup élancé au premier. Aussi, grâces à la révolution, nous ne voyons plus de ces personnages riches et titrés, qui savaient à peine signer leurs noms et ne pouvaient rien faire sans l'aide d'un secrétaire.

L'élan est donné, l'impulsion est prise et se communique rapidement. Il ne s'agit plus maintenant que de laisser agir les classes riches et aisées, qui ont les moyens de se procurer l'instruction et à qui il n'a jamais manqué qu'une volonté ferme et décidée. La sollicitude de tous les gouvernemens, et des chefs de famille doit se porter principalement sur les besoins en ce genre de la classe pauvre et laborieuse, à qui il ne manque au contraire qu'une aisance suffisante et des ressources assez étendues pour faire face aux dépenses et à la perte de temps qu'entraîne toujours un cours d'études. Aujourd'hui surtout que l'industrie a fait et fait encore tous les jours des progrès immenses, il est plus que jamais de la plus haute importance que les membres les plus obscurs de la grande communauté humaine aient accès à la fontaine des lumières, et profitent comme les classes plus favorisées, des développemens successifs de l'intelligence. Les philanthropes de toutes les nations ont senti la vérité de ce principe et se sont occupés de chercher les moyens les plus efficaces de le mettre en pratique. Puissamment secondés en cela par l'opinion publique et par les gouvernemens, ils ont successivement soumis l'instruction primaire à des épreuves plus ou moins heureuses, mais qui ont dans fort peu de cas produit les résultats que l'on s'en était promis. La manie de vouloir toujours adapter les systèmes d'éducation et surtout l'instruction du peuple au génie particulier de la nation et aux exigences des localités, au lieu de prendre pour base les principes généraux d'enseignement communs à tous les pays et à tous les peuples, a été l'un des obstacles contre lesquels sont toujours venus échouer les efforts des législateurs sur cette matière.

L'introduction presque continuelle de nouvelles méthodes qui se succédaient les unes aux autres avec une rapidité telle qu'il était impossible d'en faire l'essai et de les faire passer par l'épreuve infaillible du temps, était et sera toujours un autre obstacle, non moins insurmontable et peut-être plus sérieux encore que le premier. Il serait temps que l'on s'occupât de ce sujet avec toute la gravité qu'il comporte. La chose n'est point tellement hérissée de difficultés qu'il ne soit pas possible de mûrir un plan, dont les différentes parties soient coordonnées et enchaînées de manière à marner à un but certain. Il ne faut que secouer quelques vieux préjugés, faire abstraction de choses et d'individus, ne pas craindre de froisser les opinions des sectaires et des pédans, qui s'attachent à leurs vieux bonnets ou mauvaises, craignent de sortir de l'ornière et marchent année sur année sans faire un pas en avant.

Il n'est peut-être pas un autre point du globe civilisé où le besoin de l'éducation populaire se fasse autant sentir fortement que dans notre Louisiane! Jusqu'à ce jour, on a dépensé des sommes énormes, mais on n'a rien fait. L'instruction primaire est abandonnée au hasard, et au caprice d'individus, dont la capacité à se charger d'une telle responsabilité est au moins douteuse. Chaque paroisse, chaque école à sa méthode, d'où il résulte qu'il n'y a aucune. Le moindre hameau ambitionne son instituteur catégorisé, s'il ne [illegible] pas tous ils qu'à dit son prédécesseur et

Wm. E. AB. OLLAND, d'Ouachita.

PROPRIETES DE VALEUR.

Nous sommes priés d'appeler l'attention de nos lecteurs sur une vente de utilité, de propriétés de valeur, qui aura lieu aujourd'hui, à la Bourse de la Cité, à midi précis, par le ministère de MM. Bach et Calhoun. Ces propriétés sont des plus avantageuses et des mieux situées qu'il y ait, tant en ville, que dans les faubourgs.

COMMERCIAL.

DERNIERES DATES.

New-York	jan. 31	Liverpool	déc. 29
Boston	jan. 29	London	déc. 19
Philadelphie	jan. 31	Havre	déc. 19
Washington	jan. 31	Paris	déc. 19
Baltimore	jan. 31	Bordeaux	déc. 11
Charleston	jan. 24	Madrid	déc. 10
Vera-Cruz	déc. 27	Cadix	déc. 8
Tampico	déc. 22	Havane	jan. 30
Mexico	jan.	Matanzas	jan. 30

MARCHE DE LOUISVILLE.—Le temps est en ce moment très vieux. La navigation vers Wheeling et Pittsburg est une pendue. Le dernier bateau arrivé des bas mentionne qu'il y a neuf pieds d'eau dans le canal. Les prix de presque tous les articles de grande consommation sont en hausse; ceux du thé, du sucre et des cafés particulièrement, se soutiennent toujours et les ventes n'en font à peu de différence près aux mêmes prix qu'à la Nouvelle-Orléans. Les cotons continuent à être très recherchés, ils hausseraient probablement encore. Jamais dans le pays de commerce n'a eu une aussi belle perspective. *Toutes et certaines* des articles composant le fret de retour, les fabricants ont fait quelques ventes à des prix de beaucoup inférieurs de ceux cités, nous devons à notre connaissance aucune opération marquante et les prix que nous donnons peuvent encore être considérés comme nominaux. Il est arrivé cette semaine, 352 pièces de toile—Exporté 286 pièces; articles de cordes 120 rouleaux, exporté 525.

Lard—de 7½ à 8 cents, pris aux wagons, en magasin 8½ cts. L'on parle de 1000 jambons à 11 cents.

Café—Les ventes que nous avons à signaler, s'élèvent à 600 sacs café vert de la Havane et Rio de la Plata; cents le livre; aucune prix connu; les prix demandés et 18 cents. Arrivages cette semaine, 1775 sacs.

Coton—Il n'y a pas grand sur la place.

Poisson—Les ventes de importance, prendre quinze se font à la pesanteur, bine qualité à 14 et bine qualité à 13; quelques détériorations qui ont acheté à très cours, demandent de petit plus *Herbes*. Arrivages cette semaine 91 barils. Nous avons tous les versions de 2 p. à 2 50 la caisse; barrelgs de 1 40 à 1 25 mesure de barril, sans No 1 et 1 75 à 1 50 mesure de barril.

Farine—Il n'est fait une vente de 320 barils à 6 3/4; vendus par parties à 6 50.

Graine—Le froment se vend maintenant à 1 pinotre.

Pelleteries—Les ventes en magasin continuent à se faire à 8 à 9 cents et les wagons à 8.

Mélasses—Il n'en est vendu à 45 cents—Arrivages cette semaine, 95 barils.

Porc—Nous entendons parler d'une vente de 200 barils mess de 17 50. Cet article est très calme. Nous cotons, prime 16, mess 18. Existence sur place considérables.

Riz—Rien de nouveau. Nous cotons 3 à 3½.

Sucre—Le nominal des différentes ventes est de 300 à 400 boucaut, une partie cent fût faites de 7½ à 8 cents et l'autre à 8 cents. Havane blanche de N. 1 à 9½ cents. Raffiné de Boston, No. 1, 10½. No 2 et 3 de 10½ à 11½ cents. Les arrivages cette semaine de la Nouvelle-Orléans, ont été de 580 boucaut, de la Havane, 20 caisses, raffiné 182 barils.

Tabac—Il n'est vendu 50 boucaut dans les prix de 46 à 10 à 58.

Whiskey—Les qualités communes sont tombées dans les dernières jours de la semaine à 30 cents; les bonnes sont à prix 32 à 34 cents.

Change—Le change pour l'Est est encore rare; il est maintenant 9 pour cent d'escompte.

BOSTON, 26 janvier—*Coton*—A noti chemins arrêt, notre marché continuellement à être peu fourni il a continué d'être dépourvu de ventes importantes, les transactions ont été encore très peu importantes, et le peu qui s'en est fait, l'a été à une légère baisse sur les derniers prix. Il y a eu deux arrivages du Texas qui ont été mis en vente.

Poisson—Il n'y a eu aucun arrivage cette semaine, et les ventes se présument à quelques parties prises en magasin; le Bœuf Mess se vend à 8 pour le baril et Bœuf à 7 à 7½.

Farine—Les ventes ont été plus fortes cette semaine que la dernière par suite de quelques demandes qui ont eu lieu pour l'exportation. Il n'y a eu aucun changement dans les prix; les ventes depuis nos dernières expédition de 1500 barils.

Farine—Il n'est arrivé aucun pour notre marché. Nous apprenons de Richmond qu'environ 11,000 barils ont été achetés sur cette place pour l'exportation, au prix de 6 à 6 1/4 le baril.

Huiles—Il n'est arrivé aucun huile de baleine. Les arrivages ont été très légers; quelques parties de Pierre Rice ont été vendues à des prix inférieurs.

Riz—Il n'est rien de nouveau à signaler, il s'est vendu 400 sacs caféi vert de la Havane et Rio de la Plata; cents le livre; aucun prix d'escompte